

AUTONOMIE LITTÉRAIRE ET RUPTURE SYMBOLIQUE: LE QUÉBEC ET LA FRANCE, 1940-1950.

Comme l'ont montré de récentes études¹ les années 1930-1950 constituent une période de changement de la société québécoise. Au processus de l'industrialisation et de l'urbanisation du pays vient s'ajouter celui de la modernisation et de l'autonomisation du champ intellectuel et artistique. La Deuxième guerre mondiale accélère cette évolution amorcée depuis longtemps. Dans le champ spécifique de la littérature, la guerre permet à la fois la mise en place de circonstances institutionnelles exceptionnelles et l'instauration d'un nouveau réseau de relations culturelles avec la France.

En effet l'implication dans l'activité littéraire du Québec d'intellectuels et d'écrivains français alors réfugiés aux Etats-Unis sera l'occasion d'une renégociation du rapport des écrivains québécois à la France. A l'intérieur de ce circuit d'échanges s'opère une remise en question des liens traditionnels entre le champ littéraire québécois et la littérature française. Quels qu'en aient été les modalités et les résultats, cette révolte contre la domination symbolique de la France est l'une des conditions essentielles à l'autonomie de la littérature québécoise. A ce titre, les relations culturelles des deux pays, leurs présupposés idéologiques et les changements qu'elles subissent font partie intégrante du processus général de la modernisation intellectuelle du Québec.

Le rapport du Québec à la France tel qu'il apparaît dans le discours littéraire et même historique donne l'impression d'un

Littératures, n° 1 (1988)

¹ Jacques Blais. *De l'ordre et de l'aventure: la poésie québécoise de 1934 à 1944*. Québec: PUL, 1975, X-440 p.; Yvan Lamonde et Esther Trépanier, (dir.). *L'Avènement de la modernité culturelle au Québec*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1986, 319 p.

malentendu, d'une ambiguïté. Certaines métaphores sont particulièrement significatives: à l'image a-historique, mythifiée, d'une «France éternelle», «Fille aînée de l'Eglise» se juxtapose, en référence à la Conquête, désignée comme «l'abandon», l'isotopie de la «mauvaise mère», responsable d'une rupture subie et non souhaitée. C'est à ce deuxième aspect du mythe que vient se greffer l'horreur de la France révolutionnaire, régicide et plus encore anti-cléricale. La séparation de l'Eglise et de l'Etat, la laïcisation de l'éducation et donc, en grande partie, du champ intellectuel sont ressenties au Québec comme un signe de décadence. Le messianisme canadien-français², qui s'était jusqu'alors attribué la tâche de prolonger le rayonnement français en Amérique, s'investit désormais d'une mission plus vaste: faire du Québec une France d'avant la chute, en incarner, malgré et souvent contre la France historique et réelle, la «véritable essence». Si un tel discours est explicite chez Tardivel ou Lionel Groulx, il ne se cantonne pas pour autant à la littérature ou à une écriture particulière de l'histoire.

L'orthodoxie clérico-nationaliste freine autant que possible les relations culturelles avec Paris et opère, dans la circulation des idées et des personnes, un tri particulièrement vigilant. Ainsi, tout un aspect de la production littéraire française est censuré, plus ou moins officiellement. Les relations culturelles sont également limitées à des échanges avec les milieux catholiques, conservateurs ou ultra-conservateurs. Cet état de fait est clairement illustré par l'accueil que les visiteurs français reçoivent au Québec selon leurs affiliations idéologiques ou religieuses³. Parallèlement, imprégnés par le discours clérical, les nombreux Canadiens français qui séjournent en France se lient plus volontiers aux cercles de droite et se hasardent peu ou pas auprès des écrivains français dénoncés dans leur pays. Ainsi se creuse peu à peu un écart entre le Québec et la France contemporaine. On perçoit dans les textes canadiens-français à la fois une familiarité avec la France pré-révolutionnaire — ou plus justement avec son image mythifiée — et une quasi-

² Réjean Beaudoin, *Messianisme et littérature*, Université Mc Gill, Ph. D. (Langue et littérature françaises), 1982.

³ Armand Yon. *Le Canada français vu de France (1830-1914)*. Québec. PUL, 1975, 235 p.

totale ignorance de la France moderne. Ce décalage, né d'une impossibilité à accepter l'évolution historique du pays de l'origine fixé à ce titre dans un mythe, est particulièrement sensible dans les impressions de voyages des écrivains québécois en France. Ce qui frappe dans le journal de Crémazie, ce n'est pas tant son horreur de la Commune de 1871 que son incompréhension des événements qui surviennent⁴. Une telle situation dure jusqu'à la Première guerre mondiale que le clergé canadien-français interprète comme la punition légitime de Dieu contre «une nation qui a chassé les prêtres».

Une première brèche est ouverte au cours de l'entre-deux-guerres. Alors que l'orthodoxie cléricale et nationaliste prend position pour les régimes fascistes — Mussolini, Franco, jusqu'à un certain Hitler —, alors que le Front Populaire est jugé comme une nouvelle incarnation du laïcisme et que toute une production littéraire, telle l'oeuvre de Gide, est considérée comme amoral et décadente, le mouvement philosophique et littéraire du Renouveau catholique trouve un accueil favorable auprès d'une certaine jeunesse québécoise. Des philosophes thomistes comme Benda, Gilson et Maritain, des écrivains comme Mauriac, Bernanos, Péguy et Claudel influencent fortement la génération de Jean Le Moine, Saint-Denis-Garneau, Robert Charbonneau. Ce groupe, parmi lequel *La Relève* recrutera ses rédacteurs, entre en relation avec Maritain dès les années 1934-1935⁵. Ces échanges entre de jeunes intellectuels catholiques, en rupture avec l'intégrisme du clergé québécois et les cercles thomistes marquent, dès avant la guerre, la reprise des relations avec la France contemporaine.

La Deuxième guerre mondiale oblige de nombreux intellectuels et artistes français à s'exiler. New-York, où existe depuis le début de la guerre une structure d'accueil particulièrement développée, reçoit une importante colonie de réfugiés. Citons parmi eux des peintres surréalistes: Yves Tanguy, Fernand Léger, Max Ernst, des poètes: Yvan Goll, André Breton, des romanciers: André Maurois, Antoine de Saint-Exupéry,

⁴ Octave Crémazie. *Oeuvres*, II. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1976.

⁵ Hector de Saint-Denis-Garneau, *Journal*. Montréal. Beauchemin, 1962, 270 p.

Georges Simenon. Des professeurs, des philosophes sont également contraints de quitter le territoire français ou choisissent de le faire. Beaucoup d'entre eux sont liés au mouvement thomiste, Gustave Cohen, Jacques Maritain, Jean Wahl ou le critique André Rousseaux.

Un important foyer français s'organise à New-York. Profitant d'une audience conquise avant la guerre, les peintres surréalistes y exposent et y enseignent. André Breton lance la revue *VVV*. Des maisons d'édition accueillent les textes français, c'est entre autres le cas de Pantheons' Books et Brentano's que fonde Jacques Shrifin. La plus importante est sans doute La Maison française créée pour soutenir les écrivains français en exil ou entrés dans la clandestinité et pour continuer d'assurer pendant la guerre la diffusion de la littérature française.

Au même moment, au Québec, une mesure de guerre autorise les éditeurs canadiens à réimprimer les textes français à la double condition de respecter l'édition française originale et de verser les droits d'auteurs au séquestre des biens ennemis. Cette disposition exceptionnelle, ajoutée aux difficultés que rencontre l'édition française pour exporter, offre à l'édition canadienne l'occasion d'un essor sans précédent. En effet deux créneaux commerciaux s'ouvrent alors simultanément: d'une part le marché local dans lequel une grande partie du corpus français contemporain constitue encore une nouveauté et d'autre part le marché international d'où l'édition française est alors absente. Jacques Michon a étudié les effets de cette mesure sur le marché du livre au Québec⁶; il montre comment les réimpressions génèrent la prospérité pour les maisons déjà existantes, comme Fides, et l'ouverture de nouvelles maisons comme L'Arbre, Valiquette ou La Société des Editions Pascal.

Pour ces nouveaux éditeurs, la présence d'écrivains français à New-York est un important facteur de stimulation. La caution de noms prestigieux, la publication d'un texte inédit d'un auteur contemporain déjà connu représentent une garantie

⁶ Jacques Michon, (dir.), *L'édition littéraire au Québec de 1940 à 1969*. Sherbrooke, Université de Sherbrooke, («Cahiers d'études littéraires et culturelles n° 9»), 1985, 217 p.

pour ces nouvelles maisons. Selon Bernard Valiquette, qui racontera ultérieurement ses souvenirs, les éditeurs québécois se disputent alors la faveur des exilés, à la recherche de «l'écrivain-vedette», susceptible de les légitimer. Pour les revues littéraires, qu'il s'agisse de *La Nouvelle Relève* qui remplace *La Relève* en 1941 ou de *Amérique Française* fondée la même année par Pierre Baillargeon, la collaboration des intellectuels français a la même valeur cautionnante. Aussi les animateurs du champ littéraire québécois cherchent-ils à intéresser les réfugiés français à leurs lieux de publication. Louis Chantigny raconte les fréquents voyages de Bernard Valiquette à New-York et ses relations avec le «Tout Paris» exilé⁷. Robert Charbonneau, directeur de *La Nouvelle Relève*, profite quant à lui, des relations déjà établies entre *La Relève* et les milieux thomistes. S'il peut publier les nouveaux livres de Maritain, Valiquette s'attache Saint-Exupéry.

Certaines structures d'échanges instaurées avant la guerre permettent également une intensification des relations avec les intellectuels français. Il en est ainsi de l'Institut franco-canadien, dirigé par Etienne Gilson qui enseigne alors à Toronto. Signalons également le rôle important que joue l'Américain Wallace Fowlie. Critique littéraire, traducteur et professeur de littérature française à Bennington College, il est en relation à la fois avec les cercles français de New-York et le champ littéraire québécois — il est un collaborateur régulier de *La Nouvelle Relève* — il dirige plusieurs écrivains exilés vers les revues et les maisons d'édition montréalaises. La proximité géographique est sans doute un autre facteur pour l'établissement assez rapide de ce réseau New-York- Montréal à l'intérieur duquel se développent et se diversifient les relations franco-québécoises.

On ne peut étudier cette collaboration sans tenir compte du contexte dans lequel elle a lieu; à cet égard la guerre est plus qu'une toile de fond du travail intellectuel, elle produit des discours qui le traversent, le divisent, l'influencent. Contrairement au Canada anglais, le Québec refuse que la participation

⁷ Louis Chantigny et Sylvie Bernier. *Bernard Valiquette*. Montréal. Associations des Editeurs Canadiens, 1986, 109 p.

canadienne s'étende jusqu'à la conscription. On sait la force politique qu'a représentée le mouvement anti-conscriptionniste. Le refus de la guerre est diversement justifié. Il correspond d'abord à une dialectique politique interne au Canada: le gouvernement fédéral est accusé de se soumettre à l'Angleterre qui continue d'incarner le conquérant, le colonisateur. Dans un deuxième temps, le conflit est ressenti comme un problème strictement européen qui met en jeu non des idéologies, fascisme versus démocratie, mais des intérêts territoriaux et financiers français, britanniques, allemands. Derrière le discours officiel percent aussi des sympathies fascistes plus ou moins explicitement avouées. Cette adhésion latente sera relayée en 1940 par l'approbation assez généralisée de la position pétainiste qui prône l'arrêt des hostilités et la «collaboration». Pétain, issu de la droite catholique, constituait une garantie de redressement moral pour l'orthodoxie cléricico-nationaliste.

Le débat sur la participation des Québécois à la guerre se poursuit pendant toute la durée du conflit. A cette occasion pointe également le signe d'une certaine rupture avec la France. L'attachement à «la mère patrie» n'est plus assez fort pour justifier de prendre les armes pour défendre son territoire. Le conflit n'a pas, au Québec, un caractère universel, il se joue en Europe, c'est-à-dire ailleurs. Robert Charbonneau affirmera, en même temps que sa sympathie pour la résistance au fascisme, sa conviction de ne pas être en tant que Québécois, appelé lui au même devoir.

La même idée est exprimée, sous d'autres modalités, dans les textes littéraires, en particulier dans le roman et le texte théâtral. Les conscrits de Roger Lemelin ne s'engagent que pour la solde ou pour jouer le soldat; celui de Gratien Gélinas perd, à cette guerre, la femme qui en le rendant père l'aurait sauvé de la bâtardise, c'est dire qu'il y perd l'identité qu'il cherchait; chez Robert Elie, le soldat qui revient d'Europe oublie, raye la guerre; Robert Charbonneau évoque l'autre guerre et aussi la guerre de l'autre, celle du père, du frère; on observe le même schéma chez André Langevin; Jean-Jules Richard raconte une guerre paradoxale, contre «le mal d'Eu-

rope». Le texte littéraire construit sur ce sujet un discours métaphorique, parallèle au discours officiel où se dessine le motif antithétique de la guerre contre la guerre. Ce motif ne sera d'ailleurs complètement exploré que beaucoup plus tard, en 1968, dans un roman de Roch Carrier, *La guerre, Yes Sir!* Dans ce dernier texte, le conflit fictif oppose les Canadiens anglais aux Canadiens français, les conscriptionnistes du village aux anti-conscriptionnistes et finalement les deux mains d'un même personnage qui se mute plutôt que de s'enrôler. Monde renversé, carnalisé où Roch Carrier figure le refus de la guerre et la survie québécoise qui lui est assimilée par une auto-mutilation. L'illégitimité de la participation du Québec à la guerre manifeste aussi l'affirmation d'une identité distincte par une double rupture: il s'agit de ne plus être ni «sujet britannique» ni «français de coeur». Paradoxalement les échanges culturels s'intensifient dans un moment de distance politique et symbolique. La position québécoise entre inévitablement en conflit avec les intérêts des réfugiés français qui, à des titres divers, sont des opposants ou des victimes du régime collaborationniste et de l'occupation allemande.

En effet, à cause de la guerre, les relations des intellectuels québécois ont lieu avec une fraction nouvelle de l'intelligentsia française et ne se limitent plus, comme c'était le cas jusqu'aux années trente, à la droite conservatrice ou ultra-conservatrice. Rappelons le rôle important que joue dans la modernisation du champ intellectuel québécois la critique du catholicisme intégriste. *La Relève/Nouvelle Relève* comme *Cité Libre* par la suite, ont tenté de faire le lien entre la foi chrétienne et l'ouverture au monde, cherchant à établir ce qu'on pourrait appeler une appréhension chrétienne de la société contemporaine. Cette recherche a parfois donné lieu à de violentes attaques contre l'orthodoxie cléricale canadienne-française. Le Renouveau catholique français qui, de son côté, travaille également à la conciliation de la foi chrétienne avec les réalités sociales modernes, sert incontestablement de caution au mouvement québécois. Ainsi c'est en se réclamant de Bernanos et de Maritain que Jean Le Moyne reproche à une fraction du clergé canadien ses sympathies franquistes et fascistes. Le déclencheur

de cette révolte contre l'hégémonie cléricale est à chercher dans le malaise d'une génération qu'incarne bien le groupe de *La Relève*. Mais la caution des catholiques français, qu'elle se manifeste dans les conférences du Père Doncoeur, dès 1936, ou pendant la guerre dans les articles de Maritain publiés au Québec, viendra donner à cette démarche, une indispensable légitimité.

Il est intéressant d'étudier la place de la production française dans le marché du livre des années 1940-1945. Les réimpressions de textes classiques constituent pour presque toutes les maisons d'édition, un fond cautionnant des livres déjà connus. Elles permettent donc la publication de textes inédits, entre autres d'auteurs québécois qui bénéficient de la publicité attachée à certains noms ou titres illustres. Bernard Valiquette adopte cette stratégie et signe des accords de co-édition avec la Maison Française. Les éditions de L'Arbre, que fondent en 1940 Robert Charbonneau et Claude Hurtubise, choisissent plutôt le créneau des textes contemporains et font assez peu usage de la loi sur les réimpressions. L'itinéraire de cette maison est particulièrement représentatif de la période puisqu'après l'essor spectaculaire des années de guerre, elle ne parvient pas à survivre à la reprise de l'édition française.

L'Arbre se spécialise dans l'édition «sérieuse», ouvrant des collections de littérature, de philosophie, de théologie. Jacques Michon note que dans sa présentation, lettres rouges sur fond crème, L'Arbre rappelle Gallimard⁸. Il voit également un rapport implicite entre le titre de la revue de Charbonneau, *La Nouvelle Relève* et *La Nouvelle Revue Française*⁹. Il est de toute façon évident que Charbonneau et Hurtubise tentent d'imposer au Québec une maison d'édition exclusivement consacrée au champ de production restreinte et ciblant un lectorat cultivé. L'ouverture d'un tel créneau, encore très peu pratiqué au Québec, constitue d'ailleurs une étape importante de l'autonomisation du champ littéraire, de sa spécialisation. L'Arbre se donne également une image de modernité. Cette maison publie d'ailleurs des textes québécois qui relèvent à

⁸ Michon. *op. cit.*

⁹ *Ibidem*

l'époque d'un nouveau code d'écriture. Citons à cet égard, *Les songes en équilibre*, le premier recueil de poèmes de Anne Hébert, *Contes pour un homme seul* de Yves Thériault et *Au pied de la pente douce* de Roger Lemelin pour la seule année 1944. En plus des trois romans de Charbonneau, *Fontile*, *Ils posséderont la terre* et *Les désirs et les jours*, parus respectivement en 1941, 1945 et 1948, L'Arbre édite également *Neuf jours de haine* de Jean-Jules Richard en 1948.

Cependant la prédilection des éditions de L'Arbre pour le corpus français apparaît très clairement. La production des écrivains français réfugiés occupe environ 80% du catalogue de 1945. A l'instar de la Maison française, avec laquelle elles collaborent, les éditions de L'Arbre ouvrent la collection «France forever» qui, comme «Voix de France», est destinée aux textes des résistants français. La direction de cette collection est confiée au Français Henri Laugier, professeur de médecine à l'Université de Montréal, connu au Québec pour ses opinions gaullistes. Il s'engagera d'ailleurs ultérieurement dans la résistance. Du point de vue idéologique, une telle collection est particulièrement situante pour Charbonneau et Hurtubise dont elle désigne clairement les sympathies. Plus qu'aucune autre maison d'édition québécoise, L'Arbre a affirmé son soutien à la résistance française sans pour autant se sentir lié aux directives internes du mouvement. Rappelons le caractère marginal de cette solidarité. Il est d'ailleurs révélateur que Charbonneau et Hurtubise aient exprimé cette opinion de façon beaucoup plus explicite dans leur maison d'édition que dans leur revue. Si cette ligne de pensée semble sincère, il est cependant permis de se demander si L'Arbre, qui bénéficiait de la précieuse caution de Maritain, pouvait en adopter une autre.

Si le rôle stratégique et légitimant de la production française est évident, il est également intéressant de considérer la teneur des textes français publiés au cours de cette période. A l'exception de quelques poètes, romanciers ou critiques littéraires qui continuent leur oeuvre en exil — ainsi Yvan Goll, André Maurois, André Rousseaux — les réfugiés écrivent majoritairement des textes de circonstances inspirés par la

guerre. L'essai est le genre le plus fréquemment pratiqué par ces écrivains. Réflexions, témoignages, conjectures sur l'avenir du conflit, tentatives de l'expliquer, d'en déterminer les causes, constituent l'essentiel de ce corpus qui est aujourd'hui en grande partie tombé dans l'oubli. C'est sans doute moins par les livres eux-mêmes que par la renommée de leurs auteurs que ces titres ont assuré, au Québec, leur fonction légitimante.

A la fin de la guerre, les mesures exceptionnelles dont l'édition québécoise avait bénéficié cessent d'être applicables. Les droits accumulés sont récupérés par les éditeurs français et l'édition française recommence progressivement à desservir le marché international. Des négociations s'ouvrent entre les éditeurs français et québécois mais Paris entend désormais reprendre le monopole de la réédition de la littérature française. On ne propose aux éditeurs du Québec que la distribution locale de cette production. Peu de maisons survivent à cette crise. L'essor dû aux années de guerre n'a pas été suffisamment long pour leur assurer un capital assez solide pour faire face aux nouvelles conditions du marché. On assiste alors à des fermetures successives qui touchent en premier lieu les jeunes maisons d'édition. L'Arbre, tout particulièrement impliqué dans la collaboration avec les écrivains réfugiés, est privé d'une bonne partie de ses auteurs. La maison ferme en 1948. Cette crise de l'édition constitue une nouvelle source de tensions entre le champ littéraire québécois et Paris. La France qui entoure son industrie du livre de mesures protectionnistes est accusée d'impérialisme culturel.

Les revues littéraires ont également utilisé la caution de collaborateurs français; *La Nouvelle Relève* et *Amérique Française* suivent, à cet égard, des politiques très différentes qu'il est intéressant de comparer. Si Charbonneau ouvre largement sa revue aux réfugiés français, Pierre Baillargeon limite le choix des collaborateurs français dans la sienne. Les textes polémiques ou documentaires sur la guerre sont par conséquent beaucoup plus nombreux à *La Nouvelle Relève* qu'à *Amérique Française* où les auteurs français, essentiellement des critiques ou des professeurs, publient plutôt des essais sur la littérature. De plus cette dernière revue crée une importante rubrique de

peinture dans laquelle s'expriment des critiques d'art ou des peintres. Si le critère commun des deux publications reste le catholicisme des auteurs français invités à collaborer, *La Nouvelle Relève* choisit volontiers des catholiques militants tandis que *Amérique Française* leur préfère des auteurs dont la foi ne peut être mise en doute mais qui ne risquent pas d'introduire à la revue un débat idéologique. Ainsi l'écrivain le plus étudié à *Amérique Française* est Jean Giraudoux; celui dont le nom revient le plus fréquemment à *La Nouvelle Relève* est Jacques Maritain.

Un autre point commun réunit pourtant les collaborateurs français à ces deux publications, c'est le peu d'intérêt qu'ils manifestent pour l'activité littéraire et plus largement pour la société québécoise. Alors que les chroniqueurs québécois commentent régulièrement les livres français, anciens ou récents, on ne trouve pratiquement pas d'exemple de critique française des textes québécois. Les intellectuels français profitent des tribunes que leur ouvrent les revues québécoises pour continuer des travaux amorcés en France ou pour évoquer leur situation dans le contexte de la guerre. Il est significatif de ne trouver qu'une seule signature française, celle de Raïssa Maritain, dans le numéro d'hommage que *La Nouvelle Relève* consacre à Saint-Denys-Garneau à la mort du poète. Si le caractère unilatéral de cette collaboration ne semble pas faire problème, il convient pourtant d'en souligner l'importance dans le déroulement de la crise ultérieure.

Les rares textes français qui évoquent le Québec sont généralement des critiques de l'attitude antiparticipationniste et «réactionnaire» des Canadiens français face à la guerre. On comprend aisément qu'ils aient été mal reçus. Pourtant le champ littéraire québécois profite dans une certaine mesure de la collaboration française à ses diverses instances. *La Nouvelle Relève* évoque la première les écrits de Jean-Paul Sartre et de Nathalie Sarraute, jusqu'alors inconnus au Québec. C'est au cours des mêmes années que paraissent les premières critiques des poètes surréalistes, en particulier de Louis Aragon. Signalons des mentions des textes de Roger Caillois, Michel Leiris, Jacques Lacan, corpus également nouveau. L'ensemble de

cette production intellectuelle contemporaine est introduite dans le champ québécois par les réfugiés français. Il est vrai qu'elle y reçoit un accueil assez défavorable et que la critique québécoise l'a réduite volontiers à la décadence littéraire française, amorcée, selon elle, avant la guerre. Un décalage encore trop grand entre cette production et l'horizon d'attente du Québec, toujours profondément ancré dans une vision chrétienne de l'art en compromet la lecture. Pourtant même cette réception négative constitue une première approche d'un corpus que les intellectuels québécois s'approprièrent quelques années plus tard.

Le point-limite de cette redéfinition des rapports entre le champ littéraire québécois et la France est sans doute la querelle qui oppose, entre 1946 et 1948, le Comité National des Écrivains à Robert Charbonneau. Le Comité National des Écrivains, C.N.E., est un rassemblement d'intellectuels et d'écrivains résistants fondé pendant la guerre. Son journal, *Les Lettres Françaises* sort de la clandestinité à la fin de l'année 1944. La polémique avec Charbonneau n'est compréhensible que dans le climat très particulier de la Libération qui explique la fonction et l'importance du C.N.E. Les «purgés» qui tendent à expulser du champ intellectuel français les écrivains collaborateurs instaurent une structure institutionnelle exceptionnelle. En effet, si l'évolution de tout champ intellectuel ou artistique fonctionne à partir d'une lutte d'écoles, une avant-garde chassant l'autre avant d'être à son tour remplacée par une nouvelle, ce processus participe du registre symbolique auquel il emprunte divers créneaux, prix littéraires, consécration, images de marque, polémiques, confirmation ou déclin du succès. La Libération crée des instances qui ont pour but de «fabriquer» ce processus en le radicalisant. Les moyens utilisés débordent alors le niveau symbolique pour intervenir directement sur le réel. L'équivalence explicite entre légitimité littéraire et résistance justifie l'expulsion des agents littéraires qui ont choisi un autre camp idéologique. Le C.N.E., cautionné par la participation active de la plupart de ses membres aux combats de la résistance, dresse des listes noires, suggère des formes d'ostracisme, soutient et même réclame des actions

judiciaires. Ainsi s'établit la notion de «culpabilité littéraire» autorisée par une conception prophétique de l'écriture, déjà agissante dans le champ d'avant-guerre.

Au Québec, au contraire, l'après-guerre constitue une période de distance entre le champ littéraire et le discours idéologique. L'autonomisation encore récente de l'activité littéraire signifie sa spécialisation et donc sa séparation avec les autres champs, politique et religieux. Aucune urgence idéologique ne justifie qu'il en soit autrement. Des problèmes spécifiquement littéraires occupent le champ: débat entre partisans d'une langue standardisée et adeptes du maintien des «canadianismes» comme traces d'une identité nationale distincte, émergence de codes nouveaux qui entrent en conflit avec les anciens. On se souviendra de la diversité de la production de ces années: *Les songes en équilibre* date de 1944, *Le Survenant* de 1945, *Marie-Didace* de 1947 et *Refus Global* de 1948. Enfin, les questions idéologiques qui se posent au Québec sont différentes de celles qui divisent la France. Cette constatation vaut d'ailleurs pour les années suivantes; lorsque l'écrivain québécois adoptera à son tour la fonction prophétique, ce sera sous l'impulsion du mouvement nationaliste et non pas, comme en France, dans la mouvance marxiste.

L'écart entre les préoccupations et le fonctionnement respectifs des deux champs constitue la première cause de la querelle. La seconde est sûrement à chercher dans les difficultés que rencontre la négociation entre les éditeurs français et québécois. L'intransigeance des positions françaises, successivement représentées par Georges Duhamel et Etienne Gilson, durcit le ton des discussions. L'édition française qui en même temps fait face à une pénurie de papier se protège de toute concurrence tandis que l'édition québécoise lutte à toutes fins pratiques pour la survie de son autonomie. Ces tensions latentes expliquent en partie la réaction de Charbonneau à un article paru dans *Les Lettres Françaises* accusant les éditeurs québécois de continuer à publier des auteurs collaborateurs, interdits par le C.N.E. Cet article, non-signé mais généralement attribué à Aragon, paraît le 8 mars 1946. L'accusation vise plusieurs maisons d'édition et la plupart auraient pu s'y recon-

naître, puisque Giono, Montherlant, Jouhandeau et Maurras sont encore inscrits à leurs catalogues, alors qu'ils sont bannis des maisons françaises.

Charbonneau est personnellement accusé pour la publication d'un livre de Gérard de Catalogne, *Les compagnons du spirituel*, sous-titré «Souvenirs sur Mauriac, Massis, Proust, Daudet, Giraudoux et autres»¹⁰. Les éditeurs attaqués par Aragon ne se défendent pas. Charbonneau quant à lui, fort de la publication de nombreux ouvrages favorables à la Résistance, réplique dans la livraison suivante de *La Nouvelle Revue*. Il revendique alors le droit, pour les éditeurs québécois, à une certaine liberté, «objective», selon lui, dans le choix des textes français qu'ils publient. A son avis, le champ littéraire québécois n'est pas soumis aux discussions internes de la France. Le débat sur le rôle de l'écrivain, sur sa «responsabilité» — terme sartrien — face au fascisme, à l'oppression, se poursuit jusqu'en 1947. Le C.N.E., sous la plume de Jean Cassou, Louis Aragon, André Billy et Stanislas Fumet, défend la nécessité de l'engagement, non seulement pour l'écrivain, mais aussi pour le critique et l'éditeur. Des outrances de langage caractérisent cet échange de textes qui survient immédiatement après la guerre. Le principal intérêt de ces articles est de faire apparaître des différences fondamentales d'une part dans la perception du conflit et d'autre part dans la conception de la fonction de l'écrivain.

On est également frappé par la solitude de Robert Charbonneau qui assume presque seul la position québécoise. Berthelot Brunet, son collaborateur à *La Nouvelle Revue* est l'un des rares à s'impliquer à ses côtés dans la polémique. Le silence des autres éditeurs, directeurs de revues et intellectuels concernés par ce débat est significatif. Ont-ils craint d'affronter le C.N.E., instance surlégitimée, dépositaire, en littérature, du patriotisme français? Ont-ils jugé dangereuse la défense implicite des textes «pétainistes» à laquelle Charbonneau est contraint de souscrire? Ou, enfin, la rupture des liens traditionnels avec la France qui se fait jour dans les propos de

¹⁰ Gérard de Catalogne, *Les compagnons du spirituel*. Souvenirs sur Mauriac, Massis, Montherlant, Proust, Daudet, Giraudoux et autres. Montréal, L'Arbre, 1946.

Charbonneau est-elle apparue impossible, ou à tout le moins prématurée, à l'ensemble du champ littéraire québécois? Remettre en question l'autorité du C.N.E. revenait alors à se rebeller contre le pouvoir symbolique des instances françaises. Il semble que cette remise en question, seule condition d'une réelle autonomie du champ québécois, ait été jugée à la fois trop radicale et inopportune dans les circonstances du moment.

Un autre aspect de la polémique présente sans doute davantage d'intérêt. Très vite, Charbonneau fait glisser le débat de la question idéologique vers la question institutionnelle. Jusqu'à quel point, demande-t-il, le champ littéraire québécois doit-il se laisser investir par les idées, les modes, le code français? Dans ce sens l'intervention autoritaire du C.N.E. dans les politiques éditoriales québécoises déclenche une remise en question beaucoup plus large du rapport de la littérature québécoise à la France. Référence et modèle unique, Paris a longtemps représenté au Québec la principale influence, quel qu'ait été par ailleurs le choix particulier effectué dans le corpus français. Charbonneau suggère de briser ce qu'il perçoit comme un rapport de colonisés à une métropole. Il insiste sur la rupture déjà effective de liens historiques — le Québec n'est plus une province française mais un territoire francophone dans l'ensemble culturel anglo-américain — pour appeler aussi à la rupture du lien symbolique, longtemps univoque et «inévitabile» avec la France.

La littérature américaine offre selon lui des modèles plus proches de la sensibilité québécoise. L'attachement inconditionnel à la culture française lui semble tourné vers le passé, en même temps qu'erroné. L'écrivain québécois, s'il veut exister en tant que tel, doit assumer son présent c'est-à-dire son américanité plutôt que de se réclamer d'une origine française qui ne peut que le maintenir dans une vassalité par rapport à l'écrivain français. Charbonneau, éditeur, donne aussi des consignes très concrètes pour la réalisation de ce projet autonomiste. Il croit que les auteurs québécois doivent publier d'abord au Québec, à l'intérieur d'une institution qu'ils ont intérêt à alimenter de leurs textes et à soutenir de leur réputa-

tion. A son avis, ils ne pourront atteindre à une carrière internationale que par le créneau des Etats-Unis où ils recevront un accueil plus favorable et non plus par celui de la France qui tentera de les marginaliser par «la provincialisation» de leurs textes.

Si de telles idées paraissent aujourd'hui familières, elles sont à l'époque où Charbonneau les exprime et, qui plus est, dans le cadre d'un affrontement avec quelques-uns des écrivains français les plus légitimés du moment (Cassou, Aragon, Mauriac), à la fois nouvelles et provocatrices. Nouvelles parce que Charbonneau va beaucoup plus loin que ses prédécesseurs dans l'idée de la «nationalisation» de la littérature québécoise. Ce n'est plus seulement la création d'un texte original, marqué par l'identité nationale qui est proposée ici mais l'instauration d'une politique institutionnelle différente pour en permettre et en soutenir l'élaboration. Le refus de la référence française envisagée comme unique et systématique ne passe plus simplement par la qualité proprement québécoise de la production littéraire, mais bien par une lutte explicite avec le pouvoir symbolique français.

A cet égard, Charbonneau s'attaque à une sorte de tabou qui est, non pas tant celui de l'attachement à la France, mais le caractère sacré de son rôle au Québec en tant que garant de la survie linguistique, motif dont on sait l'importance dans l'histoire intellectuelle et littéraire. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre le scandale qu'il provoque en invitant les auteurs québécois à une collaboration avec les Etats-Unis et par conséquent à la traduction anglaise. La référence française occupe aussi dans le champ littéraire québécois, la fonction de repousser le risque de l'américanisation, de l'assimilation, danger majeur pour la survie nationale. Si les textes de Charbonneau apparaissent iconoclastes, c'est bien plus cet «interdit anglo-américain» qu'ils transgressent, ou qu'à tout le moins ils ébranlent, que celui, pragmatiquement moins opérant, de la filiation française.

René Garneau ne s'y trompe pas et réagit sur ce point précis du débat pour rappeler la potentialité hégémonique des Etats-Unis. A cause du risque qu'il identifie dans les textes de Char-

bonne, Garneau dévalue autant qu'il le peut la littérature américaine en la réduisant, selon une répartition très stéréotypée de l'Amérique et de l'Europe, à la facilité un peu fautive des best-sellers¹¹. La littérature française au contraire, représente pour lui la solidité authentique d'une tradition. Il est alors de l'intérêt du Québec de se réclamer du «vrai» et de l'«ancien» plutôt que des «modes» que Garneau juge sans avenir. Il est difficile de décider lequel des deux critiques a la conception la plus «moderne», la plus avancée de la littérature québécoise. Ces deux idées circulent simultanément dans le champ de l'époque; actualisées, elles continuent d'ailleurs de s'y affronter¹². Si l'on peut, comme le fait Gilles Marcotte¹³ lire dans les articles de Garneau, une vision un peu frileuse de la littérature québécoise et de son devenir, si sa peur de l'américanisation est également le signe d'une résistance à la modernité, à l'émergence de nouveaux codes, on trouve aussi chez Charbonneau, et paradoxalement dans son audace même, des traces du modèle traditionnel.

En effet, dans son radicalisme, dans le caractère provocateur de ses propos, percent constamment le dépit, la déception, la désillusion par rapport à la France. S'il convient désormais, pour Charbonneau de se tourner vers d'autres littératures et de ramener la France à une référence disponible parmi d'autres, c'est aussi en réaction contre son attitude protectionniste, condescendante, gallocentrique. C'est dire qu'alors même qu'il s'efforce de situer le débat au niveau pragmatique et intellectuel, Charbonneau ne parvient pas complètement à quitter le registre affectif, sentimental dans lequel s'est traditionnellement formulé le rapport du Québec à la France. Au fond, entre les lignes, c'est la France oublieuse et ingrate, celle de «l'abandon» que Charbonneau souhaite punir.

La querelle cesse en 1948. L'ensemble des textes qui la constituent ont été réunis par Charbonneau lui-même dans *La France et nous. Journal d'une querelle*, l'un des derniers titres parus aux éditions de l'Arbre¹⁴. Les conséquences immédiates

¹¹ René Garneau, «Contre l'esprit d'isolement», *Le Canada*, 3 mars 1947.

¹² *Liberté*, «Haïr la France», n° 138 (novembre-décembre 1981).

¹³ Gilles Marcotte, «René Garneau, Robert Charbonneau, la France et nous», *Les Ecrits du Canada Français*, n° 57, (1986): 39-64.

¹⁴ *La France et nous*. Montréal, L'Arbre, 1947, 76 p.

de la polémique ne sont nullement spectaculaires. Les tensions qu'elle a provoquées entre le champ littéraire québécois et la France sont rapidement atténuées par l'attitude plus conciliante des représentants officiels. Jean Bruchési, en visite à Paris, travaille dans ce sens. Cette normalisation des relations entre les deux communautés intellectuelles ne va pas sans un certain désaveu des idées de Charbonneau. Parallèlement la France pose des gestes symboliques qui sont autant d'appels à l'apaisement. Certains prix littéraires dont le Fémina de Gabrielle Roy sont ainsi interprétés par Charbonneau. Au Québec le retentissement de la querelle s'estompe au cours de l'année 1948. Si Robert Charbonneau y gagne des sympathies, la polémique ne lui attire pas une publicité suffisante pour sauver les éditions de *L'Arbre* ou relancer *La Nouvelle Relève* qui cesse de paraître en 1948 également.

A plus long terme, la querelle fait exister le champ littéraire québécois en France puisque pendant deux ans les journaux et revues littéraires les plus importants, *Le Monde*, *Les Nouvelles Littéraires*, *Combat*, *Les Lettres Françaises*, y participent. A ce titre, elle contribue certainement à l'instauration d'une position québécoise dans le champ francophone. Charbonneau reconnaîtra d'ailleurs ultérieurement la valeur stratégique de l'affrontement comme seul moyen d'attirer l'attention des intellectuels français. Quelques critiques belges¹⁵ soutiennent Charbonneau et trouvent dans ses textes, l'expression de leur propre situation.

Dans le champ littéraire québécois, *La France et nous*, livre au demeurant peu étudié, représente à la fois une nouvelle définition de la littérature et un manifeste autonomiste. A ce titre, c'est un texte précurseur, inaugural dans lequel Charbonneau propose des références, des stratégies et des comportements nouveaux. Pour lui l'ère de l'imitation de la France est révolue, désormais illégitime. Il esquisse en même temps le portrait d'un nouvel écrivain québécois, ouvert au monde, perméable à la diversité des cultures qui se croisent dans son propre pays et non plus exclusivement à la culture

¹⁵ Mergot et Van Veendorp, *La Nouvelle Relève*, (janvier 1948): pp.186-187; (septembre 1948): pp. 454-460.

française. Ce nouvel écrivain, que Charbonneau veut enraciner dans la réalité américaine, doit, selon lui, contribuer concrètement à une institution locale, pourvue d'un appareil autonome. Parmi les écrivains contemporains de Charbonneau, Gabrielle Roy semblerait correspondre à de telles exigences. Cependant, il est difficile d'établir ce que l'orientation «américaine» de sa carrière après *Bonheur d'occasion* doit à un choix conscient et ce qui relève d'une impossibilité de trouver une place dans le champ français.

Anne Hébert au contraire opte pour une stratégie différente; lauréate elle aussi du Prix Fémina, elle poursuit une carrière française et c'est de Paris qu'elle obtient une consécration qui s'étend simultanément au Québec¹⁶. Les circonstances institutionnelles dépassent et souvent génèrent des choix apparemment personnels de l'écrivain. A cet égard, la réalité de l'institution littéraire québécoise dans les années qui suivent la querelle compromet grandement l'application des principes de Charbonneau. En effet l'essor de l'édition littéraire et ses acquis dus aux années de guerre sont remis en cause par la crise de 1945-1948. L'ensemble de la production éditoriale québécoise s'oriente de nouveau vers des créneaux plus sûrs, en particulier la publication de manuels scolaires, activité qui sauve plusieurs maisons de la fermeture. La littérature française se réinstalle jusqu'à un certain point, dans la position dominante qu'elle occupait avant-guerre. Ni la critique de type autonomiste qui dénonce «la décadence» française, ni les succès récents d'auteurs québécois devenus célèbres pendant la guerre ne suffisent à influencer les goûts d'un lectorat habitué de longue date à la production française. Les filiales de Hachette et Flammarion qui s'ouvrent à Montréal en 1950 assurent à ces textes une diffusion encore plus efficace. Les diverses tentatives de revalorisation du corpus local et de relance de l'édition littéraire n'obtiennent pas les résultats escomptés. Les clubs du livre, (vente par souscription et par abonnement) formule que pratiquent à Québec, L'Institut littéraire de Québec et à Montréal le Cercle du Livre de France

¹⁶ Marcel Fortin. *Anne Hébert ou la sacralisation de l'écriture*. Université Mc Gill, M. A. (Langue et littérature françaises), 1986.

ne parviennent pas à renouveler certains succès québécois, comme la parution de *Pierre le Magnifique* de Roger Lemelin et *Poussière sur la ville* de André Langevin en 1952.

L'instauration de prix littéraires, le Prix Duvernay en 1946 et le Prix du Cercle du Livre de France en 1949 ont la même fonction de légitimation du texte québécois. Mais ces nouvelles instances ne parviennent pas à concurrencer la valeur consacrant des prix attribués en France. A cet égard, le Prix du Cercle du Livre de France semble porter dans sa conception même, un facteur d'illégitimité. En effet en plus d'une somme d'argent, des contrats d'édition aux Etats-Unis et en France, chez Laffont, sont offerts aux lauréats. Ainsi, reconnaissant implicitement son insuffisance en tant que valeur consacrant le prix donne accès à la consécration française posée par conséquent comme plus légitime.

Comme on le voit, les principes de Charbonneau semblent relégués au niveau de l'utopie dans les circonstances particulières des années cinquante. Toute une production littéraire, qui affirme pourtant de plus en plus une identité distincte continue de recevoir en France sa légitimation. Les faits d'appareil ne sont pas sans influence sur l'activité créatrice. Jacques Michon signale d'ailleurs un ralentissement sensible de la production littéraire au cours de la même période¹⁷. Peut-être n'est-il pas indifférent de noter que Charbonneau lui-même cesse d'écrire à ce moment-là; l'écrivain ne publie aucun ouvrage entre 1948 et 1959, il se consacre alors à un nouveau champ d'activité, la télévision. Toujours selon Jacques Michon¹⁸, cette reconversion des écrivains québécois est aussi une conséquence du «climat déprimé» du champ littéraire.

La conquête de l'autonomie littéraire se poursuit dans les années soixante-soixante-dix. Sous l'impulsion du mouvement nationaliste et sans doute avec davantage de moyens, les intellectuels québécois tentent d'en créer les conditions. Cependant le fonctionnement actuel de l'appareil littéraire tendrait à prouver que cette autonomie n'est encore que partiellement réalisée. La consécration française, qu'assurent la publication

¹⁷ Michon, *op.cit.*

¹⁸ *Ibid.*

chez un éditeur parisien et le prix littéraire français, continue d'être la voie la plus sûre pour la sacralisation dans le champ québécois. Parallèlement, la revendication d'autonomie et la lutte contre la domination française telles que Charbonneau les a exprimées font désormais partie intégrante de la définition, explicite ou non, que la littérature québécoise donne d'elle-même. La référence française traverse encore le texte québécois et André Belleau voit d'ailleurs, dans cette interférence, un élément producteur de sens et d'originalité:

Les codes littéraires français tendent à déterminer les «qualifications» des personnages tandis que le discours social québécois commande leurs «fonctions» ou «opérations», c'est à dire ce qu'ils «font» textuellement en dépit de ce qu'ils «sont»¹⁹.

Si le pouvoir symbolique de l'institution française, le poids de sa tradition, le prestige de ses instances n'est pas plus efficacement remis en question après la querelle, les relations intellectuelles entre les deux champs ne peuvent elles non plus être profondément modifiées. Les échanges qui s'établissent en 1950-1952 entre *Cité Libre* et la revue française *Esprit* sont significatifs. Le «lien commun» de ces échanges reste le consensus sur le catholicisme; mais un peu comme l'avait fait le groupe de *La Relève* avec le mouvement thomiste, *Cité Libre* choisit de s'adresser à des catholiques progressistes, dont beaucoup sont ou seront engagés dans des partis politiques de gauche. On peut donc en conclure à une plus grande diversité idéologique dans l'approche québécoise des idées françaises, l'attrait pour les mouvements conservateurs cessant de s'exercer après la guerre. Sans doute faut-il attribuer directement à la polémique et aux vigoureuses mises au point de Charbonneau un certain changement de ton de la part des rédacteurs de *Esprit*. Un numéro spécial de cette revue, paru en août 1952, est exclusivement consacré au Québec. La préface française, signée par Henri-Irénée Marrou, particulièrement élogieuse pour *Cité Libre*, n'en tombe pas moins dans le schéma

¹⁹ André Belleau, «Code littéraire et code social dans le roman québécois», *l'Esprit créateur*, XXIV, 3 (automne 1983): 19-31.

relationnel du paternalisme déjà observé à l'égard de *La Relève* dans les propos des philosophes du Renouveau catholique. *Esprit* est présenté comme «le signe de ralliement d'une jeunesse», *Cité Libre* devient «une équipe canadienne de *Esprit*»²⁰. C'est dire que, malgré certaines précautions de langage, les rédacteurs de *Esprit* continuent de considérer l'activité intellectuelle québécoise comme un développement de celle qui a lieu en France, ce qui revient à la maintenir dans un statut provincial, périphérique.

Ce qui a sans doute été vrai avant guerre pour le groupe de *La Relève*, trouvant dans la constellation des écrivains et philosophes thomistes un catalyseur pour sa propre réflexion, ne l'est plus pour *Cité Libre*. La naissance de cette revue doit sans doute autant à l'inspiration de *Esprit* qu'à une situation politique et intellectuelle propre au Québec des années cinquante. C'est, de toute façon, méconnaître le contexte de cette publication et ses principaux objectifs que de l'assimiler à une version canadienne de *Esprit*. En effet, l'idéal pan-canadien de *Cité Libre*, sa lutte contre le nationalisme duplessiste et le pouvoir clérical ont peu de rapports avec les questions auxquelles est confrontée la revue française, soit l'engagement politique du chrétien, sa place à gauche, dans la mouvance du Parti Communiste ou la guerre d'Algérie. L'affiliation systématique du champ intellectuel québécois au champ français et la méconnaissance du contexte socio-culturel du Québec dont elle témoigne attestent de la constance du caractère unilatéral de ces échanges. L'intellectuel français continue de «parrainer» l'intellectuel québécois, comme c'était déjà le cas avant-guerre.

Le changement le plus important intervient sans doute au niveau du statut de la référence française dans le champ littéraire québécois. Sur ce point précis, l'un des objectifs de Charbonneau est, de toute évidence, atteint dans les années soixante-soixante-dix, la littérature française a cessé d'être l'unique source de modèles, de repères. Les intérêts de revues comme *Parti-Pris* et *Liberté* manifestent désormais cette di-

²⁰ Henri-Irénée Marrou, «Préface», *Esprit*, n° 193-194 (août 1952) : 169-175.

versité. L'écrivain québécois fréquente autant que les textes français, la littérature américaine, africaine, italienne, allemande, sud-américaine ou celle des pays de l'Est. Le corpus français n'est plus par conséquent, cette référence «inévitable» qu'évoquait Jean Le Moyne.

La complexité du lien historique explique sans doute en partie la difficulté du rapport à la France pour le Québec. La nécessité de situer la littérature québécoise face à la culture et la littérature françaises est périodiquement réactualisée. La constance de cette question, sa permanence dans le discours critique, donnent à penser que l'écrivain québécois ne peut la résoudre que dans une tension. Il se situerait alors entre une distance nécessaire sans laquelle il risquerait l'annexion et un lien, également nécessaire, sans lequel il perdrait son identité en Amérique du Nord. Pour François Ricard, l'équilibre serait «un relais» français, la référence française devenant une médiation, privilégiée mais non unique, vers la généralité²¹. André Brochu souhaite quant à lui «une appropriation, une mise en perspective, avec notre littérature, de la littérature française»²². Ce sujet a été traité plus longuement dans une thèse de doctorat soutenue à Mc Gill en avril 1987.

²¹ François Ricard, «Choisir le relais français», *Liberté*, no. 138:19.

²² André Brochu, *L'Instance critique*. Montréal, Leméac, 1974.

